



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 18 (2026)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : Parmi les 20 principaux exportateurs mondiaux en 2025
- ❖ Thaïlande : Révision à la baisse des prévisions de croissance à 1.6% pour 2026
- ❖ Laos : Droits de douanes américains de 22,45% sur les importations de panneaux solaires depuis le Laos

LE CHIFFRE À RETENIR

150 millions

De barils de pétrole
russe attendus à
l'importation en
Indonésie

Région

Le conflit au Moyen-Orient fragilise les transferts de fonds (*remittances*) des pays de l'ASEAN

Au-delà des effets attendus sur les prix de l'énergie et les échanges extérieurs, le conflit au Moyen-Orient fragilise les transferts de fonds (*remittances*) des travailleurs migrants des économies de l'ASEAN. Depuis le début du conflit, les tensions sécuritaires et le ralentissement de l'activité dans les principaux pays d'accueil de ces travailleurs – Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar et Koweït – pèsent sur l'emploi des travailleurs étrangers, en particulier dans la construction, l'hôtellerie et les services. Si la majorité des migrants reste actuellement en poste, des premiers ajustements sont déjà visibles : les Philippines ont rapatrié 4 200 travailleurs depuis mars 2026 sur un total de 1,1 M présents au Moyen-Orient en janvier, tandis que l'Indonésie a rapatrié 2 300 ressortissants sur environ 32 000 enregistrés. Or, les flux financiers rappatriés par ces travailleurs dans leur pays d'origine (*remittances*) constituent une source de revenu extérieur majeure pour certains pays de l'ASEAN : ils représentaient 8,7 % du PIB aux Philippines en 2024 (2,8 Md USD transférés en février 2026), entre 3 et 4 % du PIB au Vietnam et en Thaïlande, et près de 1 % en Indonésie et en Malaisie. Leur ralentissement attendu pèserait donc directement sur le revenu des ménages et la consommation privée – principal moteur de croissance dans plusieurs économies d'Asie du Sud Est

- accentuant ainsi l'impact du choc énergétique, en particulier aux Philippines et en Indonésie.

Montée en gamme et spécialisation des pays de l'ASEAN depuis 2000 : intégration régionale accrue, sensibilité aux chocs externes accrue

L'ASEAN *Economic Outlook* de l'AMRO (ASEAN Macroeconomic Research Office) publié en avril 2026 met en évidence une transformation structurelle des économies d'Asie du Sud-Est entre 2000 et 2024, caractérisée par une progression vers des activités à plus forte valeur ajoutée, accompagnée d'une hausse des risques de concentration. Alors que la plupart des économies de l'ASEAN présentaient initialement un faible contenu en valeur ajoutée et une exposition externe limitée, leur insertion croissante dans les chaînes de valeur régionales s'est traduite par un déplacement vers des segments plus intégrés et plus spécialisés (ex : chaîne de valeur des semi-conducteurs). Singapour se distingue désormais par un positionnement combinant forte valeur ajoutée et diversification (ie. services financiers, biotechnologies, hub logistique), tandis que la Malaisie (ie. semi-conducteurs) et les Philippines (ie. services électroniques) ou encore le Vietnam (ie. électronique et assemblage) sont montés en gamme dans leur production au prix d'une dépendance accrue à certains partenaires commerciaux et secteurs industriels.. Ce phénomène de spécialisation s'applique également à des économies ayant enregistré des progrès plus limités en montée en gamme, comme le Laos (hydroélectricité) et le Cambodge (textile et tourisme). Si la spécialisation sectorielle permet des gains de productivité et des effets d'échelle liés à l'intégration régionale, elle s'accompagne également d'une sensibilité accrue aux chocs externes, notamment dans un contexte de fragmentation géoéconomique et d'incertitudes sur les chaînes d'approvisionnement. Cette évolution traduit ainsi un approfondissement de l'intégration régionale et intervient dans un contexte de ralentissement de la croissance potentielle de l'ASEAN, passée de 6,0 % au début des années 2000 à 4,0 % en 2025, avec une projection à 3,0 % d'ici 2050.

Indonésie

Sécurisation des approvisionnements énergétiques : l'Indonésie prévoit l'importation de 150 millions de barils de pétrole brut en provenance de Russie

L'Indonésie prévoit d'importer jusqu'à 150 millions de barils de pétrole brut en provenance de Russie afin de pallier un déficit énergétique persistant. Cette décision intervient dans un contexte de perturbation des importations transitant par le détroit d'Ormuz, lesquelles représentent environ 25 % des achats de pétrole et de gaz du pays. Elle fait également suite à la visite du président Prabowo Subianto à Moscou, en marge de laquelle le ministre de l'Énergie et des Ressources Minérales Bahlil Lahadalia a échangé

avec son homologue russe Sergueï Tsvilev, ainsi que les groupes énergétiques Rosneft et Lukoil. Selon le vice-ministre de l'Énergie Yuliot Tanjung, les importations en provenance de Russie devront permettre de couvrir les besoins domestiques jusqu'à la fin de l'année, avec une première tranche de 100 millions de barils, complétée par 50 millions supplémentaires si nécessaire, selon un calendrier adapté aux capacités de stockage nationales. La demande intérieure s'élèverait à 1,6 million de barils par jour, contre une production d'environ 600 000 barils, soit un déficit proche de 1 million de barils quotidiens, selon le vice-ministre. Par ailleurs, les volumes de GPL en provenance de Russie restent à préciser. Les autorités indonésiennes poursuivent également leurs démarches auprès des États-Unis et d'autres partenaires afin de diversifier les sources d'approvisionnement et de sécuriser les besoins énergétiques du pays.

L'Indonésie met fin au système d'exonération fiscale sur les ventes de véhicules électriques

L'Indonésie met fin à son régime national d'exonération fiscale sur les véhicules électriques, introduisant une fiscalité décentralisée. Depuis le 17 avril 2026, la réglementation Permendagri n°11/2026 intègre les véhicules électriques dans les régimes Motor Vehicle Tax (PKB) et Vehicle Title Transfer Fee (BBNKB), dont les taux sont désormais fixés librement par les autorités provinciales. Cette réforme, motivée notamment par des contraintes budgétaires selon le vice-ministre de l'Industrie Faisal Riza, met un terme à un taux uniforme de 0 % à l'échelle nationale. Elle intervient dans un contexte de croissance du marché, la part des ventes de véhicules électriques (parmi les véhicules neufs) étant passée d'environ 7 % en 2023 à près de 15 % en 2025, tandis que les ventes ont progressé d'environ 25 % en glissement annuel en février 2026. Toutefois, la décentralisation du dispositif fiscal introduit une incertitude réglementaire susceptible de peser sur les investissements et de ralentir l'adoption des véhicules électriques, alors même que leur diffusion constitue un levier central pour réduire les importations de carburants et soutenir la transition énergétique.

Suspension temporaire des droits de douane sur le GPL et certains intrants plastiques pour stabiliser la filière pétrochimique

L'Indonésie a instauré une suspension temporaire des droits de douane sur le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et certains intrants plastiques afin de soutenir l'industrie pétrochimique, confrontée à des perturbations d'approvisionnement en naphta liées aux tensions dans le détroit d'Ormuz. Annoncée par le ministre coordinateur des Affaires économiques Airlangga, la mesure ramène à 0 % les droits de douane sur le GPL, contre 5 % auparavant, et supprime des droits compris entre 5 % et 15 % sur plusieurs matières plastiques, pour une durée de six mois. Cette décision intervient dans un contexte de forte hausse des prix des

matières plastiques, estimée entre 50 % et 100 % selon le ministre, en raison d'une dépendance aux importations de naphta provenant à près de 70 % du Moyen-Orient. Le GPL constitue une alternative technique permettant de substituer jusqu'à 30 % à 40 % des besoins en naphta. Cette mesure vise également à contenir la transmission des pressions inflationnistes aux biens de consommation, en particulier dans l'emballage alimentaire. Parallèlement, les autorités intensifient la recherche de sources d'approvisionnement alternatives, notamment en Afrique, en Inde et aux États-Unis, malgré des coûts logistiques plus élevés. Le gouvernement encourage enfin la diversification des matériaux d'emballage, notamment vers le papier, afin de renforcer la résilience industrielle face aux chocs géopolitiques.

Malaisie

Dynamique solide du commerce extérieur en mars, premiers effets de la crise du Golfe

Le commerce extérieur malaisien a progressé de 9,3 % en g.a. en mars 2026. Les exportations ont augmenté de 8,3 % (après +10,8 % en g.a. en février), tandis que les importations ont accéléré à +10,4 % en g.a. Les exportations manufacturières demeurent le principal moteur (+9,6 % en g.a.), soutenues par la forte performance des produits E&E (+28,5 % en g.a.) ainsi que par le rebond des produits pétroliers (+23,7 %). En revanche, les exportations minières ont reculé (-0,4 % en g.a.), pénalisées par la chute des ventes de GNL (-17,5 % en g.a.). Par destination, les ventes ont été dynamiques vers la Corée du Sud (+31,8 %) et Hong Kong (+19,2 %), tandis que la croissance est restée positive vers les États-Unis et la Chine. Les exportations vers le Japon (-4,8 %) et l'UE (-4,1 %) se sont en revanche contractées. Les importations ont été tirées par les biens d'équipement (+54,7 %), signe d'un cycle d'investissement toujours robuste.

Les premiers effets de la crise du Golfe semblent également émerger : entre février et mars, les exportations malaisiennes de GNL et de produits pétroliers ont respectivement progressé de 30 %, et celles de pétrole brut de 35 %, suggérant une redirection partielle de la demande mondiale vers des fournisseurs alternatifs, dont la Malaisie pourrait bénéficier. Du côté des importations, les achats de pétrole brut n'ont augmenté que de 2 %, tandis que ceux de GNL ont reculé de 4,3 %, signe d'une gestion prudente de la facture énergétique.

Lancement de la première obligation islamique (sukuk) tokenisée, avec un pilote de 25 M USD

La Malaisie a lancé son premier sukuk (obligation islamique) tokenisé, d'une valeur de 25 M USD, dans le cadre d'une collaboration entre le fonds souverain Khazanah et l'Autorité des

marchés financiers, marquant l'introduction des obligations basées sur la blockchain sur le marché domestique.

Ce projet s'inscrit dans un programme plus large visant à émettre jusqu'à 5 Md USD de sukus à moyen-terme, avec une première tranche d'une maturité d'un an. Lancé initialement en mars 2025, le pilote vise à tester la possibilité de fractionner les investissements, aujourd'hui principalement accessibles à des investisseurs fortunés disposant d'environ 740 M USD d'actifs nets ou à des entreprises avec au moins 2,5 M USD d'actifs. Le sukuk tokenisé repose sur une technologie permettant de représenter numériquement les titres financiers sous forme de jetons numériques et de créer une version sécurisée et immuable des transactions. Cette initiative s'inscrit dans le Plan directeur du marché des capitaux 2026–2030, doté d'un objectif de plus de 4 M USD d'encours de sukus, qui ambitionne de renforcer le marché obligataire et des sukus. Plusieurs institutions financières ont participé à l'émission, dont CIMB Group Holdings, Maybank et KWAP, ainsi que d'autres investisseurs institutionnels.

Hausse des salaires du secteur formel en décembre 2025

Selon le Département des statistiques malaisiennes (DOSM), le salaire mensuel médian des salariés du secteur formel malaisien a atteint 782 USD en décembre 2025, en hausse de 4,0 % en g.a. Les effectifs du secteur formel ont également progressé de 3,6 %, à 7 M de personnes.

Les rémunérations les plus élevées ont été observées dans les mines et carrières (1950 USD), tandis que l'agriculture demeure le secteur le moins rémunérateur (633 USD), malgré une hausse annuelle soutenue (+7,6 %). Sur le plan géographique, Kuala Lumpur conserve le salaire médian le plus élevé (1085 USD), devant Penang (865 USD) et Selangor (840 USD). L'Etat Kelantan se place en bas du classement (445 USD). 8,4 % des salariés formels percevaient moins de 420 USD par mois en décembre, soit une baisse de 12,5 points sur un an, traduisant une amélioration des bas revenus. Selon le DOSM, la part de l'emploi informel dans l'emploi total était de 21,8 % en 2023.

Singapour

Ralentissement de la création d'emplois au T1 2026

La croissance de l'emploi à Singapour a nettement ralenti au premier trimestre 2026, tout en restant positive dans un marché du travail globalement tendu. L'emploi total a augmenté de 5 000 postes, contre 17 700 au trimestre précédent, reflétant un effet de base élevé et des facteurs saisonniers, mais aussi un début de modération lié à l'environnement externe. Dans le même temps, les fondamentaux du marché du travail demeurent solides : le taux de

chômage reste contenu à 2,1 % en mars 2026 (2,0 % fin 2025), et les licenciements sont stables à 3 700, soit 1,5 pour 1 000 employés. Les créations d'emplois continuent d'être tirées par les services domestiques (transport, services administratifs), tandis que l'emploi non résident progresse encore dans la construction, mais à un rythme plus modéré. Après une année 2025 marquée par une forte dynamique d'embauche, les entreprises adoptent en 2026 une posture plus prudente face aux incertitudes géopolitiques et au ralentissement de la demande externe. Les indicateurs avancés confirment ce tassement, avec une baisse marquée des intentions d'embauche (44,6 % des entreprises en mars contre 54,6 % en février) et des anticipations de hausse salariale (25,4 % contre 39,3 %).

Un secteur bancaire robuste, porté par la gestion de fortune malgré des pressions sur les marges

Le secteur bancaire singapourien aborde la publication des résultats du T1 2026 dans une position favorable, soutenu par deux facteurs conjoncturels : les flux de dépôts vers Singapour, perçu comme valeur refuge régionale dans un contexte d'incertitude commerciale et énergétique, et l'absence de baisse des taux par la banque centrale américaine au premier trimestre. Selon le *Business Times*, les analystes anticipent ainsi un soutien aux revenus nets d'intérêt de DBS Group, OCBC Bank et United Overseas Bank, dans un contexte où les trois banques disposent d'une exposition limitée aux risques de crédit privé. Cette lecture a été confirmée par les premiers résultats publiés : DBS Group a enregistré un bénéfice net de 2,93 Md SGD au T1 2026 (+1 % en g.a.), supérieur aux attentes, avec 907 M SGD de commissions de gestion de fortune et 10,0 Md SGD d'entrées nettes de capitaux dans cette activité. Cette dynamique confirme le rôle de Singapour comme hub financier régional, capable d'attirer des capitaux en période d'incertitude géopolitique. Le principal enjeu pour 2026 reste toutefois la normalisation attendue des marges d'intérêt : les revenus bancaires devraient rester soutenus à court terme, mais dépendront davantage des commissions, de la gestion de fortune et de la qualité du crédit si le cycle de taux devient moins favorable.

Reprise manufacturière en mars, mais vulnérabilités liées au choc énergétique

La production manufacturière à Singapour a fortement accéléré en mars 2026, progressant de +10,1 % en glissement annuel (contre +3,3 % en février), dépassant les attentes du marché (+6,0 %) et tirée par un rebond mensuel de +4,7 %. Sur l'ensemble du T1 2026, la croissance du secteur atteint +7,9 % en g.a., ce qui pourrait conduire à une révision à la hausse de la croissance du PIB vers 5,2 % (contre une estimation initiale de 4,6 %). Cette performance repose principalement sur le dynamisme de l'électronique (+30 % en g.a.), soutenu par la demande liée à l'intelligence artificielle, notamment dans les semi-conducteurs (+30,6 %) et les équipements infocomm (+72,1 %). En revanche, le secteur chimique se contracte fortement (-16 % en g.a.), pénalisé par les

perturbations d'approvisionnement en intrants énergétiques liées au conflit au Moyen-Orient et aux tensions dans le détroit d'Ormuz, avec des baisses marquées dans le pétrole (-20,2 %) et la pétrochimie (-35,2 %).

Vietnam

Objectifs économiques et budgétaires ambitieux pour 2026-2030

L'Assemblée nationale vietnamienne a adopté, le 24 avril, trois résolutions majeures fixant les orientations de développement socio-économique, de finances publiques et d'investissement public pour la période 2026-2030. Sur le plan économique, le Vietnam vise une croissance annuelle du PIB d'au moins 10 %, avec l'objectif de devenir d'ici 2030 un pays à revenu intermédiaire supérieur et classé parmi les 30 premières économies mondiales. Le pays ambitionne également un PIB/habitant 8 500 USD en 2030 (contre 5 026 en 2025), un taux de d'intégration industrielle de 40 à 45 %, et une industrie manufacturière représentant 28 % du PIB. L'environnement des affaires devrait se hisser parmi les trois meilleurs de l'ASEAN et les 30 premiers mondiaux d'ici 2028, tandis que le tourisme vise 45 à 50 millions d'arrivées internationales. Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire moyen sera maintenu autour de 5 % du PIB. La dette publique est encadrée avec un plafond de 60 % du PIB, la dette gouvernementale à 50 %, et la dette extérieure également limitée à 50 %. Concernant l'investissement public à moyen terme sur la période 2026-2030, le plan prévoit une enveloppe d'environ 329 Md USD, montant soit 2,7 fois le niveau de la période précédente. L'investissement public représentera 20 à 22 % de l'investissement total de l'économie). Les autorités visent également un taux de décaissement supérieur à 95 %, ainsi qu'une réduction d'au moins 30 % du nombre de projets par rapport à la période précédente pour se concentrer sur des projets de plus grande envergure.

Le Vietnam parmi les 20 premiers exportateurs mondiaux en 2025

Le Vietnam a été classé à la 18e place des 30 plus grandes économies exportatrices mondiales en 2025, selon des données récentes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) compilées par Statista. Parmi les pays asiatiques, le Vietnam se situe derrière Singapour (14e), mais devant la Malaisie (23e), la Thaïlande (25e) et l'Indonésie (30e). Avec un volume d'exportations atteignant près de 473 Mds USD, un record historique, le pays enregistre une croissance de ses exportations de 17 % sur un an et maintient un excédent commercial supérieur à 20 Md USD. Cette performance est portée par l'exportation des produits clés tels que les ordinateurs, les téléphones et leurs composants, qui représentent 34,6% du total des exportations, ainsi que par les machines industrielles (12,4 %) et plusieurs produits agricoles comme le bois (3,6 %), les produits de la mer (2,4 %), le café (1,9 %). Les Etats-Unis

demeurent le 1er client du Vietnam en 2025, avec 32% des exportations, suivis par la Chine (14,8 %) et l'Union européenne (11,8 %). Sur la dernière décennie, le commerce extérieur du Vietnam a été multiplié par plus de 9, passant d'environ 100 Md USD en 2009 à plus de 930 Md USD 2025, illustrant l'intégration rapide du pays dans les chaînes de valeur mondiales.

Lancement des travaux du port à conteneurs de Lien Chieu

Le 25 avril 2026, le Comité populaire de la ville de Da Nang a officiellement démarré la construction du port de conteneurs de Lien Chieu. Le projet est développé par un consortium réunissant le groupe vietnamien Hateco et l'opérateur portuaire néerlandais APM Terminals (filiale d'A.P. Møller-Maersk) pour un investissement total de 45 268 milliards VND (soit 1,8 Md USD). L'infrastructure comprendra huit postes d'accostage sur 2 750 mètres de quai, capables d'accueillir des navires jusqu'à 18 000 EVP, pour une capacité de 5,7 millions d'EVP par an. Inscrit au plan directeur national des ports 2021-2030, Lien Chieu a vocation à devenir le troisième port international du Vietnam, après Lach Huyen (Hai Phong) et Cai Mep-Thi Vai (Hô-Chi-Minh-Ville). Ce port devrait constituer le débouché maritime à la zone franche en cours de développement et au corridor économique reliant le Vietnam au Laos et à la Thaïlande. En parallèle de la construction du port, 3 500 milliards de VND (133 M USD) d'investissement public ont été engagés pour accélérer la connectivité des infrastructures.

Thaïlande

Conflit au Moyen-Orient : révision à la baisse des prévisions de croissance, impacts sectoriels et maintien du taux directeur

Le Bureau de politique fiscale (FPO) du ministère des Finances a abaissé le 28 avril sa prévision de croissance du PIB thaïlandais pour 2026 de 2,0 % à 1,6 %, en raison de l'impact du conflit au Moyen-Orient sur les coûts énergétiques, le tourisme et la volatilité du commerce mondial. La prévision retient une hypothèse de prix du brut Dubai à 91 USD/baril en moyenne annuelle et repose sur une inflation à 3,0 %. Le nombre de touristes étrangers attendus est revu à 33,5 millions, contre 35,5 millions précédemment, les arrivées en provenance des pays du Golfe étant presque nulles en mars, alors que ces visiteurs représentent habituellement 7 % des dépenses touristiques totales. Ce chiffre ne tient pas encore compte des mesures de relance en cours de finalisation (notamment le programme « Thai Help Thai Plus »). Les effets sectoriels du conflit sont significatifs : dans l'aviation, Thai Airways relève ses surcharges carburant de près de 100 % à compter du 1er mai, le prix du kérosène en Asie ayant progressé de 80 à 240 USD/baril (2600 à 7 800 THB) depuis le début du conflit, tandis que Thai AirAsia suspend ou réduit ses fréquences sur une vingtaine de routes et

ramène sa capacité globale à 30 % en mai-juin. Dans le secteur pétrochimique, le conglomérat industriel thaïlandais Siam Cement Group suspend à compter de mi-mai les opérations de son usine d'éthylène au Vietnam, les perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz rendant l'approvisionnement en matières premières impraticable — une deuxième suspension en deux mois après l'arrêt de sa filiale Rayong Olefins en Thaïlande. Le cabinet a par ailleurs approuvé le 29 avril un emprunt de 612 M USD (20 Md THB) destiné à stabiliser les prix des carburants. Dans ce contexte, le comité de politique monétaire de la Banque de Thaïlande a voté à l'unanimité le 29 avril le maintien du taux directeur à 1,00 %, jugeant la hausse de l'inflation (attendue à 2,9 % en moyenne en 2026 contre -0,5 % au premier trimestre) comme étant d'origine purement conjoncturelle et liée à l'offre, ne justifiant donc pas de resserrement monétaire.

Électricité : réforme tarifaire et promotion du solaire résidentiel

Le Conseil des ministres a approuvé le 28 avril le principe d'un programme national de réforme tarifaire de l'électricité, dont les modalités ont été arrêtées le lendemain par le Conseil national de politique énergétique (NEPC). La nouvelle grille tarifaire, applicable dès juin 2026, introduit un tarif plafonné à 3,00 THB/kWh pour les 200 premières unités de consommation mensuelle (contre 3,95 THB/kWh actuellement, tarif en vigueur de mai à août 2026 en raison de la hausse des coûts d'approvisionnement en gaz liée au conflit au Moyen-Orient) et un tarif progressif au-delà, conçu pour inciter à la sobriété énergétique. Une enveloppe de 11 M USD (369 M THB) issue d'économies antérieures sur le coût du gaz sera par ailleurs mobilisée pour réduire le tarif des ménages consommant moins de 200 unités mensuelles. Sur le plan du solaire résidentiel, le gouvernement ouvre le rachat d'électricité produite par panneaux solaires en toiture à 2,20 THB/kWh sur 10 ans pour un quota national de 500 MW, avec des procédures de raccordement ramenées à 7 jours en autoconsommation et 30 jours en cas de revente au réseau. Enfin, le ministre de l'Énergie Akanat a indiqué son intention d'engager une renégociation, voire une résiliation, des contrats de rachat d'électricité renouvelable à tarif majoré, un mécanisme datant de plus de vingt ans, portant sur plus de 4 000 MW rémunérés à 3-5 THB/kWh, soit environ 10 % de la capacité installée nationale.

Propriété intellectuelle : le gouvernement affiche ses résultats pour contrer la Section 301

En réponse à l'enquête Section 301 lancée par les États-Unis en mars 2026, le gouvernement a présenté le 27 avril les résultats de ses opérations de lutte contre la contrefaçon sur les six premiers mois de l'exercice budgétaire 2026 (octobre 2025 – mars 2026). Une action coordonnée entre le ministère des Finances, le ministère du Commerce, le ministère de la Justice et la police nationale a permis de saisir plus de 1,3 million d'articles dans le cadre de 332 procédures judiciaires, pour un préjudice économique estimé à

70,6 M USD (2 300 M THB), en hausse de 78 % par rapport à l'ensemble de l'exercice 2025. Le vice-Premier ministre et ministre des Finances Ekniti a déclaré que ces résultats constituent un fondement économique et une protection des consommateurs, et non de simples arrestations. La ministre du Commerce Suphajee, présidente du comité national de la propriété intellectuelle, a qualifié la contrefaçon de menace grave à la compétitivité nationale et l'a inscrite dans le cadre de la politique commerciale « Trade Plus » du gouvernement. Les autorités douanières et le département de la propriété intellectuelle ont par ailleurs modernisé leurs bases de données électroniques aux normes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Philippines

Légère amélioration de la situation énergétique, toujours sous tension

Les prix du diesel continuent de baisser pour la troisième semaine consécutive (-12,94 PHP/litre), tandis que l'essence enregistre une légère hausse après deux semaines de recul (+0,53 PHP/litre). Dans le cadre de l'Executive Order 110, le ministère de l'Énergie (DOE) encadre désormais les ajustements de prix en imposant un plancher pour les baisses et un plafond pour les hausses de prix. Au 24 avril, les prévisions des stocks nationaux demeurent stables, couvrant en moyenne 54 jours de consommation. Le GPL affiche la couverture la plus faible (38 jours), mais la livraison de commandes auprès d'un fournisseur américain est attendue en mai. Le DOE a par ailleurs confirmé la réception de quatre livraisons de diesel sécurisées dans le cadre de l'Emergency Energy Security Program, à Batangas, Subic et Davao City, pour un total de 178 M de litres, soit environ 5 jours de consommation. Par ailleurs, les États-Unis ont prolongé jusqu'au 16 mai la dérogation autorisant les Philippines à acheter du pétrole russe. Pour rappel, Petron Corporation, opérateur de la seule raffinerie du pays, avait acquis 4 M de barils lors de la première dérogation, sécurisant ainsi son inventaire jusqu'en juin.

La confiance des entreprises à son niveau le plus bas depuis 25 ans

Selon la Business Expectations Survey (BES) de la Banque Centrale (BSP) sur , l'indice de confiance des entreprises a chuté en mars à -24,3% (contre 8,2% en février), son plus bas niveau depuis 25 ans. Un indice négatif signifie que plus de répondants étaient pessimistes qu'optimistes, et inversement. Cette dégradation s'explique par la hausse des prix du carburant liée au conflit au Moyen-Orient, que les entreprises anticipent comme un frein à la consommation via la répercussion des coûts sur les biens et services de base. Les perspectives se détériorent également à court et moyen terme, l'indice de confiance à trois mois chutant à -17,3 % (contre 37,4% en février) et celui à un an à 11,7 % (contre 51,1%), toujours positif mais en forte baisse, dans un contexte d'incertitudes géopolitiques globales et de pressions inflationnistes

qui devraient persister (inflation à 4,1% en mars). Les entreprises anticipent par ailleurs un durcissement des conditions de financement, avec un indice de situation financière passant à -24,9% (contre -15,2%) et un accès au crédit à -7,1% (contre 4%), ainsi que des perspectives d'emploi ralenties à -0,1% (contre 27,2%).

Le peso philippin atteint un nouveau plus-bas historique à 61,30 PHP pour 1 USD

Le mardi 28 avril, le peso philippin a franchi un nouveau seuil de dépréciation pour s'établir à 61,30 PHP pour 1 USD dépassant ainsi son précédent record enregistré le 31 mars (60,748 PHP). Le peso s'est déprécié de près de 6,4% depuis le début du conflit au Moyen-Orient alors qu'il s'échangeait autour de 57,6 PHP fin février. Le contexte d'incertitude prolongée renforce les pressions sur les marchés et l'intensification des sorties de capitaux, alimentée en outre par un différentiel de taux d'intérêt défavorable avec la Fed. Si la faiblesse de la devise soutient les remises de fonds des travailleurs philippins de l'étranger, essentiellement libellées en dollars, elle renchérit les importations, notamment énergétiques et alimentaires, renforçant les pressions inflationnistes estimées à 6,3% pour 2026 selon la BSP.

Cambodge

La diversification industrielle en marche

Les exportations de vélos et de pneumatiques ont crû respectivement de 44% et 42% au premier trimestre (en g.a.). Ces biens représentent 11,1% des exportations totales (contre 9% au T1 2025) et 15,4% des produits manufacturés exportés (13,5% au T1 2025). La croissance des exportations de vélos profite d'une règle de cumul d'origine accordée par l'UE, autorisant l'intégration de composants vietnamiens à titre dérogatoire. L'UE est devenu le premier débouché du secteur (46% des exportations au T1 2026, +121% en g.a.). Elle a dépassé les Etats-Unis (43%, -1,2% en g.a.), après l'application d'un droit de douane additionnel de 19% depuis octobre 2025 par le gouvernement Trump. La croissance des exportations de pneumatiques s'appuie sur cinq unités de production financées majoritairement par des capitaux chinois, et soutenues par une importante production cambodgienne de caoutchouc, en développement. Cette diversification industrielle se poursuit, le secteur textile représentant 45,4% des exportations (T1 2026) contre 51% en 2025).

Nommer les investissements verts, pour les développer

Via une concession de 40 ans, l'entreprise d'Etat chinoise SINOMACH va construire la première station de transfert d'énergie par pompage (STEP). D'une capacité de 1 GW pour une réserve de marche de 8 heures – ne permettant que des opérations intra-journalières –, cette installation à vitesse fixe sera installée en surplomb de la rivière Upper Tatay (utilisant comme réservoir bas

le barrage installé sur cette, en cours de construit Sinomach pour une capacité de 150 MW). D'un coût d'environ 1 Md USD, ce premier projet pourrait être opérationnel fin 2030 ou début 2031. Il permettra au Cambodge de développer plus encore son parc d'énergies renouvelables et avant tout solaire photovoltaïque (PV). Aujourd'hui, le PV représente déjà 10 % de la production électrique, à la limite de ce que le réseau peut absorber (du fait de l'intermittence). En complément de stockage sur batteries (BESS), coûteuse, environnementalement peu favorable et d'une durée de vie limitée, cette STEP aidera à stabiliser le réseau.

Les tuktuks embrasés par le prix du GPL

Une pétition signée par plusieurs centaines de chauffeurs de tuktuks a été déposée auprès du ministère du travail et de la formation professionnelle. Elle demande de fixer à 3 000 riels (0,75 USD) le prix minimal des courses contractées auprès des applications de transport. Cette mobilisation fait suite à la hausse du prix du GPL depuis le début de la guerre dans le Golfe (+76 %), alors que 90 % des tuktuks dépendent de ce carburant. Début avril, les chauffeurs étaient parvenus à obtenir auprès des plateformes un prix kilométrique plancher de 1 200 riels (0,3 USD), malgré le maintien de leur commission à 15 %. Aggravé par la montée des prix du carburant, ce mouvement s'inscrit aussi dans un marché de transport à la demande très concentré. Le secteur est, en effet, largement organisé au tour de PassApp et de Grab. Ces deux applications concentrent 86 % du marché, réduisant considérablement le rapport de force de ces travailleurs indépendants. Selon le ministère des mines et de l'énergie, un chauffeur consomme en moyenne 192 litres de GPL par mois, pour un coût estimé à 144 USD (contre 82 USD avant la hausse des prix).

Laos

L'inflation en hausse à 10,2 % en avril sous l'effet du choc énergétique

L'inflation au Laos a atteint 10,2 % en avril 2026, contre 9,7 % en mars et 6,2 % en février, confirmant une accélération marquée des pressions inflationnistes au cours du premier semestre. Cette hausse est principalement tirée par le renchérissement des prix de l'énergie, qui se répercute rapidement sur les coûts de transport et, plus largement, sur l'ensemble des prix à la consommation. Les prix du transport ont ainsi progressé de 23,7 % en glissement annuel, tandis que les dépenses liées au logement, à l'électricité et au carburant ont augmenté de 19,4 %. Le prix du diesel a plus que doublé entre février et avril, passant de 0,9 USD à 2,0 USD par litre, illustrant l'intensité du choc. Au-delà de l'énergie, les hausses de prix restent généralisées, avec une inflation de 13,7 % pour la santé et de 12,3 % pour l'éducation, tandis que les prix alimentaires progressent plus modérément (+4,1 %). Bien que l'inflation reste inférieure aux niveaux observés en 2025 (11–15 %), elle continue de peser sur le pouvoir d'achat des ménages, en particulier sur les

dépenses contraintes (transport, énergie, biens essentiels). Dans ce contexte, les autorités envisagent un relèvement du salaire minimum (actuellement fixé à 2,5 millions de kip, soit 114,7 USD mensuels) afin d'atténuer l'impact du coût de la vie, tout en restant attentives à l'évolution des prix de l'énergie, du taux de change et de l'offre alimentaire.

Les États-Unis imposent des droits antidumping sur les exportations de panneaux solaires

Les États-Unis ont annoncé l'instauration de droits antidumping préliminaires de 22,46 % sur les importations de panneaux et cellules solaires en provenance du Laos, dans le cadre d'une enquête visant plusieurs pays asiatiques accusés de pratiquer des prix artificiellement bas sur le marché américain. Cette mesure, qui s'inscrit dans une série de restrictions commerciales visant le secteur solaire en Asie, intervient alors que le Laos s'était progressivement positionné comme une base de production exportatrice vers les États-Unis. En 2025, les importations américaines de produits solaires en provenance du Laos, de l'Indonésie et de l'Inde représentaient environ 4,5 Md USD, soit près des deux tiers des importations totales du pays dans ce secteur.

Pour le Laos, cette décision constitue un risque significatif pour un segment industriel en développement, fortement dépendant de la demande extérieure et intégré dans les chaînes de valeur régionales, souvent en lien avec des entreprises chinoises. À court terme, la hausse des droits de douane devrait réduire la compétitivité-prix des exportations lao vers le marché américain, pesant sur les volumes exportés et les investissements dans le secteur. Plus largement, cette mesure illustre le durcissement du contexte commercial international pour les économies d'Asie du Sud-Est, susceptibles d'être affectées par la multiplication des mesures protectionnistes dans les filières industrielles stratégiques.

Les exportations d'électricité vers le Vietnam atteignent un niveau record, soutenues par les renouvelables

Les exportations d'électricité du Laos vers le Vietnam ont atteint un niveau record au premier trimestre 2026, confirmant le rôle croissant du secteur énergétique comme moteur des recettes extérieures. Les volumes exportés ont atteint 2,92 milliards de kWh, en hausse d'environ +120 % par rapport à la même période en 2025, et représentent désormais 3,8 % de la production totale vietnamienne. Cette progression s'explique principalement par la mise en service de nouveaux projets d'énergie renouvelable en 2025, ainsi que par le renforcement des interconnexions électriques transfrontalières entre les deux pays. Cette dynamique confirme l'importance du secteur énergétique, qui constitue déjà une source importante de devises, avec plus de 2,6 Md USD de revenus d'exportation en 2024. Toutefois, cette dépendance accrue aux exportations d'électricité vers un nombre limité de partenaires, notamment le Vietnam et la Thaïlande, renforce l'exposition du pays aux évolutions de la demande régionale et aux conditions contractuelles. Dans ce contexte, la montée en puissance des capacités renouvelables soutient à court terme les recettes extérieures, mais pose également des enjeux de diversification et de soutenabilité du modèle de croissance.

Birmanie

Baisse des investissements étrangers sur l'année budgétaire 2025

Selon la Direction des investissements et de l'administration des sociétés (DICA) birmane, les investissements directs étrangers (IDE) en Birmanie se sont établis à 472 M USD sur l'année budgétaire 2025-2026, soit une baisse de -31,6 % en valeur. Pour rappel, l'année budgétaire birmane s'étend d'avril à mars. Le secteur manufacturier a capté 80 des 85 projets d'IDE et le secteur des services 3 projets, tandis que les secteurs pétrolier et gazier, et des transports et communication ont chacun attiré 1 projet. 53 pays ont investi en Birmanie durant l'année budgétaire, Singapour, la Chine et la Thaïlande étant les principaux investisseurs.

Echanges entre le ministère de l'Énergie birman et plusieurs entreprises chinoises

Le ministre de l'Électricité et de l'Énergie birman, U Ko Ko Lwin, s'est entretenu avec plusieurs entreprises chinoises publiques et privées à Kunming, en Chine. Lors de son entretien avec China Southern Power Grid, les discussions ont porté sur la ligne électrique transfrontalière Birmanie-Chine, les études de faisabilité hydroélectrique le long du Mékong à la frontière entre le Laos et la Birmanie, la participation au projet de transport d'électricité transfrontalier Laos-Birmanie et le développement d'un réseau de transport pour acheminer l'électricité des centrales hydroélectriques du nord de la Birmanie vers les régions du sud. La réduction des pertes d'énergie à Rangoun et l'intégration des bornes de recharge pour véhicules électriques et de l'énergie solaire au réseau national ont également été abordés. Lors d'une

rencontre séparée avec Yunnan Energy Group et Union Resources & Engineering Co., les échanges ont porté sur l'accélération des projets en cours, d'énergies renouvelables et de centrales électriques au gaz naturel liquéfié (LNG), ainsi que sur de potentiels nouveaux projets solaires et éoliens en Birmanie. Un entretien avec Yunnan Xianshang Export & Import Co a également abordé les perspectives d'importation de carburants à des prix compétitifs sur le long-terme.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr